

La CDAC : Commission Départementale d'Aménagement Commercial

Les CDAC ont pour mission de statuer sur les demandes d'autorisation d'ouverture d'exploitations commerciales de 1 000 m² ou plus. Les CDAC se prononcent également pour des extensions, des réouvertures ou des changements de secteur d'activité.

La commission prend en considération les impacts en terme :

- *d'aménagement du territoire* (la localisation du projet, la consommation économe de l'espace, l'effet du projet sur les flux de transports et son accessibilité par les transports collectifs et les modes de déplacement, la contribution du projet à la préservation ou à la revitalisation du tissu commercial du centre-ville),
- *de développement durable* (la qualité environnementale du projet, l'insertion paysagère et architecturale du projet, les nuisances de toute nature que le projet est susceptible de générer),
- *de protection des consommateurs* (l'accessibilité, en termes, notamment, de proximité de l'offre par rapport aux lieux de vie, la contribution du projet à la revitalisation du tissu commercial, la variété de l'offre proposée par le projet).

Une CDAC comprend 5 élus (dont le maire concerné) et trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire.

Un commissaire enquêteur choisi parmi 3 CE inscrits (2 titulaires + 1 suppléant) sur la liste de la CDAC Eure-et-Loir fait partie des personnes qualifiées.